

Le prix Israël refusé à la sociologue franco-israélienne Eva Illouz

Le ministre israélien de l'éducation reproche à la directrice d'études à l'EHESS une « idéologie anti-israélienne ». La communauté scientifique s'inquiète d'une dérive ciblant les sciences, sous l'influence de l'exemple américain.

Le ministre de l'éducation israélien, Yoav Kisch, a annoncé, lundi 24 mars, qu'il avait décidé de disqualifier la sociologue Eva Illouz, qui devait recevoir le prix Israël. En cause : la signature par l'intellectuelle d'une pétition, adressée en 2021 à la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye, demandant une enquête pour déterminer si Israël avait commis des crimes de guerre en Cisjordanie.

Instauré en 1953 par Ben-Zion Dinur, ministre de l'éducation, le prix Israël est le plus prestigieux du pays. Il est décerné chaque année par un comité scientifique anonyme à des personnalités israéliennes ou à des organisations ayant marqué l'année sur le plan culturel ou scientifique. Il a distingué, entre autres, l'écrivain Aharon Appelfeld, le philosophe Gershom Scholem, le cinéaste Amos Oz ou encore l'institut Yad Vashem. Il devait récompenser cette année Eva Illouz, Franco-Israélienne d'origine marocaine, installée en France depuis trois ans, où elle est directrice d'études à l'EHESS, après trente années passées en Israël.

Eva Illouz, connue à la fois pour ses travaux sur les liens entre émotions et capitalisme – notamment *Pourquoi l'amour fait mal* (Seuil, 2012), son plus gros succès – et ses prises de position politiques, a publié dans la presse internationale nombre de tribunes critiquant la politique israélienne.

Dans une lettre adressée au comité du prix, M. Kisch a déclaré : « Il n'y a absolument pas lieu de décerner le prix le plus prestigieux d'Israël à quelqu'un qui, en raison d'une idéologie clairement anti-israélienne, a choisi de se tourner vers une institution [la CPI] qui n'hésite pas à déposer de fausses plaintes contre des commandants et des soldats de l'armée israélienne. »

En 2021, plus de 180 scientifiques, personnalités et intellectuels israéliens avaient adressé un appel au procureur général de la CPI, l'exhortant à ne pas s'appuyer sur les autorités israéliennes pour enquêter sur les crimes de guerre présumés commis à Gaza.

« Cette décision est d'une grande stupidité »

M. Kisch, qui dispose d'un droit de regard sur chaque nomination, a ajouté qu'il reconsidérerait sa position « si la professeure Illouz choisit de s'excuser publiquement, de revenir sur ses déclarations et ses actes, et d'annoncer officiellement qu'elle retire sa signature de la pétition adressée à la CPI ».

« Cette décision est d'une grande stupidité, commente Shai Lavi, directeur du Van Leer Institute de Jérusalem, principal institut de recherche israélien. Je ne connais aucun

universitaire, et encore moins de la réputation internationale du professeur Illouz, qui ait consacré autant de temps et d'énergie qu'elle à la lutte contre l'antisémitisme et à la défense équilibrée d'Israël au cours des dix-huit derniers mois ».

Depuis le 7-Octobre, qui fut pour elle « un électrochoc », elle a en effet écrit de nombreux textes en défense d'Israël. Elle reste critique de la politique du gouvernement Nétanyahou, mais manifeste régulièrement son inquiétude « devant le dérapage très net entre critique de la politique israélienne et remise en question de l'existence même de l'Etat ».

Aux côtés d'autres intellectuels, elle a ainsi dénoncé récemment, dans une tribune au Monde, l'usage du mot « sioniste » comme insulte au sein de la « gauche extrême ». « Seuls les juifs qui se déclarent “antisionistes” sont désormais pardonnés d'être juifs. (...) Comment une partie de la gauche en est-elle venue à délégitimer le seul Etat juif du monde ? » Ces récentes prises de position lui ont valu, dit-elle, de perdre des amis et d'être huée à des conférences.

Sa position illustre la redéfinition complexe des alliances depuis le 7-Octobre. « Je suis de gauche, sioniste, je veux et crois en la paix, mais la légitimité absolue de l'Etat d'Israël n'est pas à négocier ou discuter, explique-t-elle. Je me bats contre l'antisémitisme, de gauche comme de droite, je me bats contre l'antisionisme de gauche, et je me bats contre les dérives protofascistes de l'extrême droite, où qu'elles soient. »

La décision du ministre a valu à Eva Illouz de nombreux soutiens de la communauté scientifique israélienne, qui subit des attaques préoccupantes. « Il ne se passe pas une semaine sans que des mesures scandaleuses ne soient prises à l'encontre des institutions libérales en Israël, notamment les établissements d'enseignement supérieur », commente Shai Lavi. La décision de Yoav Kisch pourra être renversée par la Cour suprême si le comité du prix Israël la saisit. Mais quoi qu'il arrive, le signal envoyé est inquiétant. « On assiste à des attaques contre les universités aux Etats Unis, et auparavant en Hongrie. Israël fait désormais partie de la liste, conclut Eva Illouz. Je suis un petit boulon dans un processus plus large de démantèlement de la démocratie. Kish montre qu'Israël s'engage désormais sur la voie des régimes autoritaires et tous les juifs sionistes devraient être très inquiets. »

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\)](#)